

[Voir la traduction en Français plus bas](#)

Airbus offers divestments to secure Brussels backing for space merger

European aerospace group is seeking to allay competition concerns over deal with Leonardo and Thales

Airbus, Leonardo and Thales are holding talks with EU officials to negotiate potential remedies to secure approval for the merger © Paul Thomas/Bloomberg

European aerospace group Airbus is discussing the sale of some assets to allay competition concerns over its proposed space merger with Leonardo and Thales.

The proposed merger, codenamed Bromo, comes as Europe looks to compete with global rivals such as Elon Musk's SpaceX amid the fast-developing race for satellite and space technology capabilities. European space sovereignty has become a political issue as the region has fallen behind the US and China in the sector.

Airbus has proposed the sale of some of its assets, as the three European companies hold intensive talks with EU antitrust officials to negotiate potential remedies to secure approval for the merger, according to three people familiar with the talks.

The discussions have also addressed the geographical balances and long-term benefits of the deal. No final package has been agreed and the focus of the negotiations could change before the transaction is formally submitted to the European Commission later this year.

The deal, struck in October last year, would combine activities spanning satellite manufacturing to space systems and services. It has drawn fierce criticism from other European players, including Germany's OHB and Spain's Indra Space, who fear the deal could reduce competition in the European satellite market.

The joint venture is widely seen as a test case for the bloc's new merger guidelines, which open the door to bigger corporate mergers to scale up and compete with Chinese and American rivals. It is also seen as a key initiative to tackle Europe's fragmented defence and space industries as the bloc is re-arming in the wake of Russia's full-scale invasion of Ukraine and the Trump administration's mercurial attitude towards Nato.

Sash Tusa, analyst at Agency Partners, said the main overlaps between the three companies' space businesses were in France.

Airbus' "clean room" facilities in Toulouse — sterile spaces where satellites and other space components are built — "overlap completely" with those in Cannes owned by Thales Alenia Space, the joint venture between Thales and Leonardo. However, "divesting it would let a competitor in very easily and probably on the cheap," Tusa said.

In a rare public intervention ahead of a formal antitrust review, European Commission president Ursula von der Leyen earlier this month explicitly referred to the space joint venture, saying "these are the types of industrial champions we need if Europe is to lead in the space economy of tomorrow".

However, EU competition chief Teresa Ribera has warned that the new merger guidelines did not amount to a blank cheque for consolidation. She also said von der Leyen's comment on the Bromo merger did not mean "we are not going to apply and to enforce our own regulation". In an interview

with the FT on Bromo, European space commissioner Andrius Kubilius said: “The question is perhaps more about: are we in favour of consolidation of defence and space industries? And I can openly say: yes, I am in favour.” The Commission and Airbus both declined to comment on Bromo’s remedy negotiations. Additional reporting by Sylvia Pfeifer in London and Andy Bounds and Henry Foy in Brussels

Traduction:

Airbus propose des cessions pour sécuriser le soutien bruxellois à la fusion spatiale

Le groupe aérospatial européen cherche à apaiser les craintes de concurrence liées à l'accord avec Leonardo et Thales

Airbus, Leonardo et Thales s'entretiennent avec des responsables de l'UE afin de négocier d'éventuelles solutions pour obtenir l'approbation de la fusion © Paul Thomas/Bloomberg

Le groupe aérospatial européen Airbus discute de la vente de certains actifs pour apaiser les craintes de concurrence liées à son projet de fusion spatiale avec Leonardo et Thales.

Le projet de fusion, baptisé Bromo, intervient alors que l'Europe cherche à rivaliser avec des concurrents mondiaux tels que SpaceX d'Elon Musk dans la course au développement rapide des capacités satellitaires et spatiales. La souveraineté spatiale européenne est devenue un enjeu politique à mesure que la région a pris du retard sur les États-Unis et la Chine dans ce secteur.

Airbus a proposé la vente de certains de ses actifs, car les trois entreprises européennes ont des discussions intensives avec les responsables antitrust de l'UE pour négocier des solutions potentielles afin d'obtenir l'approbation de la fusion, selon trois personnes familières avec les discussions.

Les discussions ont également porté sur les équilibres géographiques et les avantages à long terme de l'accord. Aucun paquet final n'a été convenu et l'objet des négociations pourrait changer avant que l'opération ne soit officiellement soumise à la Commission européenne dans le courant de l'année.

L'accord, conclu en octobre de l'année dernière, combinerait des activités allant de la fabrication par satellite aux systèmes et services spatiaux. Elle a suscité de vives critiques de la part d'autres acteurs européens, dont l'allemand OHB et l'espagnol Indra Space, qui craignent que l'opération ne réduise la concurrence sur le marché européen des satellites.

La joint-venture est largement considérée comme un cas d'essai pour les nouvelles directives du bloc en matière de fusions, qui ouvrent la porte à de plus grandes fusions d'entreprises afin de se développer et de rivaliser avec des rivaux chinois et américains. Elle est également considérée comme une initiative clé pour s'attaquer à la fragmentation des industries européennes de la défense et de l'espace, alors que le bloc se réarme à la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et de l'attitude imprudente de l'administration Trump à l'égard de l'OTAN.

Sash Tusa, analyste chez Agency Partners, a déclaré que les principaux chevauchements entre les activités spatiales des trois entreprises se situaient en France.

Les installations « salles blanches » d'Airbus à Toulouse – espaces stériles où sont construits les satellites et autres composants spatiaux – « se superposent complètement » à celles de Cannes

détenues par Thales Alenia Space, la joint-venture entre Thales et Leonardo. Cependant, « le désinvestir permettrait à un concurrent d'entrer très facilement et probablement à bas prix », a déclaré Tusa.

Lors d'une rare intervention publique avant un examen formel des pratiques anticoncurrentielles, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a explicitement fait référence à l'entreprise commune dans le secteur spatial au début du mois, affirmant que « ce sont les types de champions industriels dont nous avons besoin si l'Europe veut être leader dans l'économie spatiale de demain ».

Toutefois, Teresa Ribera, responsable de la concurrence dans l'UE, a averti que les nouvelles lignes directrices sur les concentrations ne constituaient pas un chèque en blanc pour la consolidation. Elle a également déclaré que le commentaire de von der Leyen sur la fusion de Bromo ne signifiait pas que « nous n'allons pas appliquer et faire appliquer notre propre réglementation ». Dans une interview accordée au FT sur Bromo, le commissaire européen chargé de l'espace, Andrius Kubilius, a déclaré : « La question est peut-être davantage de savoir si nous sommes en faveur de la consolidation des industries de la défense et de l'espace ? Et je peux dire ouvertement : oui, je suis pour. » La Commission et Airbus ont toutes deux refusé de commenter les négociations de Bromo en vue de remédier à la situation. Rapports complémentaires de Sylvia Pfeifer à Londres et Andy Bounds et Henry Foy à Bruxelles